

Tensions Nord-Sud autour du rail

Le rail a de nouveau connu une journée agitée vendredi, au point de prendre une tournure politique, voire communautaire. La gare de Namur a été totalement bloquée dès le matin et jusque 15h, en raison d'actions syndicales menées au sein de la filiale SNCB-Logistics.

La CGSP-Cheminots réclame des garanties sur le futur des activités de SNCB-Logistics. Au cœur des préoccupations: le sort de la gare de triage de Ronet, à Namur.

La direction de SNCB-Logistics a décidé de procéder à une réduction des activités de cette gare à partir du 1^{er} juin. Cette décision a durci le mouvement syndical, entraînant au passage plusieurs réactions politiques.

Pour Gérard Gelmini, le prési-

dent de la CGSP-Cheminots, cette décision est «catastrophique pour le site de Ronet mais également pour le pays». Le syndicat craint que les activités organisées à partir de Ronet ne soient purement et simplement transférées vers Anvers, entraînant la perte de 97 emplois.

En fin d'après midi, une réunion d'information s'est tenue entre direction de la SNCB et syndicats.

Le MR, par la voix de son sénateur François Bellot, s'est lui aussi insurgé contre la fermeture de la gare de Ronet. «On perçoit chez Logistics les conséquences d'une flamandisation comparable à ce que nous avons mis au jour à l'armée», a déclaré François Bellot. Pour lui, la SNCB-Logistics est occupée à concentrer toute l'acti-

tivité du fret en Flandre, à Anvers. Il estime que ce transfert «affaiblit le volume de l'emploi offert par



«On perçoit chez Logistics les conséquences d'une flamandisation.»

François Bellot, sénateur MR

cette entreprise publique sur le territoire wallon».

La Fédération provinciale namuroise du FDF en a rajouté une

couche dans un communiqué dénonçant «la délocalisation des activités de Ronet vers Anvers» dans laquelle elle voit «la preuve, une nouvelle fois, de la volonté de la Flandre de s'approprier tous les outils économiques afin d'isoler la Wallonie un peu plus, avant un large définitif».

Le ministre wallon de la Mobilité Philippe Henry est lui aussi intervenu dans le débat, se disant «surpris» par la décision de réduire les activités de la gare de Ronet.

Cette décision constitue à ses yeux un problème pour le développement wallon. Il va écrire à la ministre fédérale des Entreprises publiques Inge Vervotte afin de lui demander des explications. ■

V.G.